

Collectif Solidarité contre l'exclusion *- emploi et revenus pour tous -*

25 av. Depaire, 1020 Bruxelles, tél. et fax: 02/479.39.82.

e-mail: collectif.emploi@linkline.be

BULLETIN DE LIAISON

Novembre/Décembre 1996

EDITO

La complexité n'est pas une fatalité !

Aujourd'hui, lancer une campagne de débats et d'actions sur le thème de l'accès à l'emploi et à des revenus décents pour tous, c'est affronter automatiquement l'objection suivante :

“Oui mais tout cela est très compliqué, il n'y a pas de recette miracle, on a déjà essayé tant de choses ...”

Cependant depuis quelques mois, on lit sur de lancinantes affichettes une petite phrase devenue familière : “L'ennemi, ce ne sont pas ceux qui font le mal, mais bien ceux qui regardent et laissent faire ...”

La Marche Blanche a déjà fait couler beaucoup d'encre, mais surtout c'est avec étonnement que l'on découvre depuis dans nos quotidiens des propos plus libres, et libérateurs : voilà que tout d'un coup le Soir se permet de fustiger la partitocratie et le clientélisme, et que l'on observe les “piliers” comme une bête curieuse ... mais quelle drôle de petite société !

Loin de nous la tentation de verser dans le poujadisme : on a la démocratie que l'on mérite et les “y a qu'à” n'ont qu'à se bouger un peu aussi. Pour leur part, ceux qui se battent au quotidien contre le fatalisme et le défaitisme de leur entourage, ont eux aussi fait le plein de courage le 20 octobre dernier.

Au boulot donc ! A propos de boulot, nous préparons justement un débat sur les syndicats. Et si l'on osait ... Bon, jetons-nous à l'eau : le sujet est tellement riche que finalement il mérite bien une série de débats, non ? Informations, réflexions critiques, préparations soignées par un groupe de travail ... L'histoire, le fonctionnement ou les relations entre syndicats à l'échelon européen : on n'aura jamais fait le tour de toutes ces questions en une soirée ! Ce qui ne nous empêche pas, par ailleurs, de songer à des collaborations très concrètes ... chut, top secret !

A Verviers, des chômeurs veulent conjuguer débats et actions et réaliser un potager collectif. D'autres qui ont participé au forum organisé par le Fonds Social Européen en 1996 veulent poursuivre la réflexion engagée alors à Herbeumont. Certains d'entre vous souhaitent repasser à la loupe les différentes propositions existantes en matière de réduction du temps de travail, à la lumière de celles qui concernent la répartition des richesses, par un impôt sur les grosses fortunes ou une harmonisation européenne.

Et puisqu'on parle de l'Europe, tenez-le vous pour dit : 1997 sera une année clé pour les campagnes défendant une Europe sociale et démocratique. Dites, ce n'est plus vraiment l'heure de nous dégonfler devant la complexité : un brin d'espoir, un grain de projet ?

retroussons nos manches !

Dépot légal : Bruxelles 2 1020 Bruxelles / périodique bimestriel

VOUS DECOUVREZ LE COLLECTIF ET VOUS VOULEZ SAVOIR QUI NOUS SOMMES ?

APPEL

Chômage et angoisse de perdre son travail ; précarité et exclusion ; flexibilité et temps partiel imposé ; parents licenciés et enfants sacrifiés; dégradation des conditions de travail pour les uns et perte de lien social pour les autres...

Ce sont là les conséquences d'une mondialisation de l'économie, fondée sur la libéralisation des marchés, les déréglementations et les privatisations, permettant aux marchés financiers internationaux de se libérer de tout contrôle des Etats. Cette même logique a également des effets désastreux sur l'environnement.

Seuls des changements profonds peuvent éradiquer les inégalités et les exclusions. Une économie qui n'est pas au service de la société n'est pas légitime. Comment faire front à cette évolution?

Pour débattre de ces questions et nous inscrire dans un rapport de force, nous voulons former ensemble un collectif "SOLIDARITE CONTRE L'EXCLUSION, Emploi et revenus pour tous" pour élaborer des propositions et mener des actions concrètes, novatrices, en tenant compte notamment des principes suivants :

- l'accès à l'emploi et à des revenus décents est un droit pour toutes et tous.
- une réduction généralisée du temps de travail avec maintien des revenus et embauche compensatoire, devrait permettre à tous, hommes et femmes, de trouver un emploi, de répartir de façon plus juste l'éducation et les tâches familiales, et aussi de jouir d'une plus grande liberté pour les loisirs et engagements divers.
- la sécurité sociale est un acquis essentiel du monde du travail. Son adaptation aux changements de la société (évolution des structures familiales, etc...) et les différentes pistes de son financement doivent être débattues en veillant garder son caractère d'assurance collective et solidaire. L'élargissement des politiques sociales basées sur l'assistance ou l'assurance privée n'est pas acceptable.
- une fiscalité nouvelle, taxant notamment les fortunes et les revenus du capital, doit permettre une plus juste répartition des richesses.
- enfin, l'extension et la modernisation d'équipements collectifs pour les besoins sociaux non satisfaits peuvent également contribuer à la création d'emplois.

Nous sommes tous concernés. La collaboration entre syndicats, associations et individus au sein du collectif veut permettre la participation d'un plus large public à ces débats et actions pour l'accès à l'emploi et aux moyens d'existence.

En associant des personnes avec et sans emploi, en mobilisant la société civile, nous voulons construire un rapport de forces essentiel au développement d'une société plus égalitaire et plus juste.

Signataires

Mise à jour 4 novembre 1996

Des organisations: Aide aux Devoirs et Alpha de St Servais, Association pour la Paix, Les Compagnons du Partage & La Main du Partage, C4, Conseil de la Jeunesse d'Expression Française, Culture et Développement, De Bouche à Oreille, Entraide et Fraternité, Equipes Populaires, Flora, Fédération des Maisons Médicales, Kairros Europe, Mouvement Chrétien pour la Paix, Mouvement International de la Réconciliation - International des Résistants à la Guerre, Respect, Sel-Setca, Solidarités en mouvement, Télé-Démocratie, Vivre Ensemble.

Des personnes: J.A. Abascal, T. Abel, A. Adriaens, C. André, , M. Balthazar, C. Barella, J. Bauduin, J. Beaucame, J.-M. Beckers, J. Bock, O. Bodart, S. Bonkowski, , L. Bribosia, A. Brouyaux, G. Chapelle, S. Charles, M. Charlier, M. Cheza, M.R. Clinet, D. Coeumelle, P. Colicchio, P. Comil, A. Courtois, M. Dardenne, A. De Bruyn, A. De Clerck, N. Dehaes, T. de Lannoy, O. Deleuze, M. Delogne, R. Delogne, F. Deroo, G. De Smet, N. De Smet, J.-A. De Sutter, Thierry Detienne, V. Devaux, N. Devrim, J.-M. D'Herde, C. Doukeridis, B. Drèze, J.M. Dubetz, B. Duterme, M. Fassotte, J.M. Foucart, A. Ghislain, A. Gillet, F. Gobbe, J. Gondry, Lucien Gosset, M. Haccourt, J. Hanon, M. Hélin, Y. Hellendorff, P. Henry, R. Hermans, A. Herscovici, J. Hick, D. Jacquet, G. Karlshausen, G. Krettels, L. Laoh, P. Leloup, H. Lockhart, P. Lories, F. Louckx, L. Maes, G. Maissin, E. Matrige, E. Michel, J.-P. Michel, R. Miloen, E. Mommen, J.M. Moreau, Q. Mortier, D. Nelis, J. Neunez, S. Panciera, B. Paquay, J. Pauwels, J. Peeters, J.M. Piron, C. Poelmans, B. Poulet, D. Puissant, G. Questier, M. Raedemaeker, G. Rampelbergh, S. Remy, G. Roba, M. Roelandt, Ch. Rossignon, H. Schonker J. Schupisser, M.-P. Seron, A. Siénaert, H. Simons, F. Soupard, M. Staszewski, M. Storms, D. Streel, A. Straet, D. Straet, H. Straet, D. Thérasse, E. Toussaint, P. Trigaleit, L. Tsobigny, L. Uytendbroek, X. Vanandruel, J. Vandenberg, F. Van Keirsbilck, A. Van Praet, X. Vanandruel, J. Vandenberg, C. Vandueren, J. Vellut, F. Verhulst, J. Vermandere, J.-M. Williquet-Daloz, J. Yema.

L'heure est aux remises en cause...

Beaucoup d'entre nous se demandent quelle attitude le Collectif doit adopter à l'égard du mouvement syndical. Certains se défient, voulant conserver vis-à-vis de ces organisations une totale indépendance ; d'autres considèrent, au contraire, que ce serait une erreur de leur tourner le dos et qu'il faut, à tout prix, chercher à collaborer avec elles. Et puis, il y a le lot de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de réponse toute faite, qu'il faut chercher, si possible ensemble, un terrain de combat qui puisse être commun, sans être oppressant... Mais comment faire? Comment pouvons-nous nous positionner pour rester un groupe critique, indépendant, mais non pas ignorant des enjeux syndicaux? Le Collectif doit-il être un terrain d'investigations pour développer de nouvelles pratiques syndicales? Doit-il être un lieu de débats entre des individus recherchant des alternatives de collaboration? Doit-il servir de passerelle entre les revendications syndicales et celles d'autres associations? ... la liste est longue des questions et des propositions à ce propos.

Afin de tenter de trouver quelques pistes de réflexion sur ces interrogations et pour débattre de l'attitude générale que le Collectif pourrait adopter vis-à-vis du monde syndical, une **assemblée-débat**, non décisionnelle, se tiendra **le mardi 26 novembre prochain, à 20h 15, à...**

A préciser, tout de même, que l'appel du Collectif «appelait» au rassemblement des initiatives pour réfléchir, ensemble, à la problématique de l'emploi et de l'exclusion sociale, ce en y associant notamment le mouvement syndical qui apparaissait comme disposant d'un potentiel de forces d'action et de lieux de réflexion. Plutôt que de savoir si le Collectif doit tourner le dos aux syndicats ou collaborer avec eux, la question ne serait-elle pas de savoir comment cette collaboration doit se jouer pour permettre au plus grand nombre de trouver sa place au sein du débat que nous voulons lancer? Nous pourrions reprendre à notre compte une réflexion que faisait Raymond COUMONT, lors d'un meeting FGTB auquel il était invité à prendre la parole, sur l'unité syndicale et qui disait : *«Je conclurai donc ici en lançant un appel pour que chacun d'entre nous se persuade que nous avons un besoin impérieux les uns des autres et que nous ne pouvons rien faire d'efficace les uns sans les autres.»* et d'ajouter *«Recherchons donc ce qui nous unit au lieu de nous braquer sur ce qui nous divise».*

Un militant syndical.

MARCHE EUROPEENNE CONTRE LE CHOMAGE ET L'EXCLUSION

La participation à la marche européenne est une action importante du Collectif, menée en parallèle avec l'organisation du Forum. La réflexion et les actions concrètes se renforcent ainsi mutuellement.

Le chômage, la pauvreté et l'injustice sociale sont devenus des problèmes politiques majeurs en Europe.

La mise en oeuvre de la monnaie unique sans politique volontariste de l'emploi, sans politique fiscale hardie, et l'absence de toute forme de transparence et de démocratie dans la méthode choisie par les gouvernements nationaux de l'Union européenne pour réviser le traité de Maastricht à la Conférence Intergouvernementale (CIG) détournent les citoyens du processus d'intégration européenne.

Une action de mobilisation de toute la société s'impose. C'est pourquoi un Comité belge d'initiative va accueillir dans notre pays les marches européenne contre le chômage et l'exclusion qui aboutiront à Amsterdam le 15 juin 1997, fin prévue de la Conférence Intergouvernementale de l'Union européenne (CIG).

Dans ce même contexte, un large débat est initié par des parlementaires européens au moyen d'un appel pour le plein emploi (Appel de Ken Coates). Ce document a reçu le soutien de nombreuses personnalités syndicales et politiques en Europe.

Un tel débat ne suffira cependant plus à infléchir les diplomates. Des organisations en prennent conscience et mettent en place des Etats généraux de la société civile sous le titre : L'Europe pour tous ?

Pour organiser cet accueil fin mai 1997 en Belgique, le Comité s'est lui aussi organisé en deux groupes : groupe "mise en oeuvre des marches, tracé" & groupe "cahiers de doléance des organisations" (réunions : cfr calendrier)

Votre soutien financier à cette initiative sera bienvenu : **068-2197839-40**

Le texte de l'appel de Ken Coates ou tout autre renseignement à ce sujet peut être obtenu au : **Comité d'initiative des Marches Européennes**

Jürg Schuppisser et Raf Verbeke

c/o Association pour la Paix

Rue de la Tulipe, 34 1050 Bruxelles, Tel : 02/502.37.80 Fax : 02/513.02.55

Vos réactions et propositions.
Synthèse du questionnaire envoyé après la journée de lancement du
Collectif
(Senghor le 5 octobre 96)

21 questionnaires nous ont été renvoyés.

Les interventions prévues cette journée ont été jugées plutôt intéressantes, de même que les initiatives présentées (Marche Européenne, Kairos Europe, Appel des 600). Il ressort quand même que peu de propositions concrètes et mobilisatrices ont été formulées. Il n'y a pas eu de réelles décisions.

Certains regrettent que des personnes plus discrètes ne se soient pas exprimées. L'ordre du jour était bien entendu trop dense pour pouvoir tout faire valablement en une demi-journée. Tirons-en la leçon.

Le fonctionnement du Collectif fait l'objet de remarques diverses. Nous devons mieux nous organiser, nous concerter. Malgré tout l'expérience est nouvelle et constitue un défi : soyons donc vigilants, pluralistes et concrets.

Quelques attentes vis-à-vis du Collectif :

- qu'il soit le lieu d'un vrai brainstorming.
- devenir un mouvement où des revendications fortes seraient portées.
- qu'il agisse pour une transformation de la société où l'humain a sa place.
- atteindre le but "Emploi et revenus pour tous".
- élargir à la population l'idée de la réduction du temps de travail.
- interpeller le monde politique.

Site Internet du Collectif : <http://users.skynet.be/emediia/initiatives.html>

Les oreilles qui traînent ...

*Cette rubrique reprend des réflexions pêle-mêle, parfois des coquilles qui nous ont fait rire, des questions qui reviennent sans cesse, bref ce qui vous reste dans l'oreille, d'une réunion à l'autre ...
Merci d'alimenter cette rubrique pour un prochain bulletin de liaison !*

- Les chômeurs sont difficiles à mobiliser. Comment les toucher, les inciter à bouger?
- Question posée par un chômeur : Pourquoi doit-on me réinsérer si c'est pour rentrer dans une société-prison que je refuse ? Autant rester chômeur !
- Il faut que le gouvernement "flanchisse".
- Halte à la compétitivité génératrice de perte d'emplois.
- Si les causes du chômage (et des mauvaises conditions de travail) sont profondes, alors faisons appel à des solutions profondes pour un réel changement des mentalités, donc des relations dans notre société et du sens du travail.
- N'oublions pas qu'un réseau, des marches européennes et des forums ne sont que le support (un outil) pour véhiculer et faire passer des idées, des propositions avancées, mais aussi pour montrer par l'exemple et l'action commune qu'une société est en train de se construire, basée sur des relations humaines plus profondes, par delà les frontières et les blocages. Et cela fait appel, ici, au rapprochement étroit entre le politique et le citoyen.

Des échos de notre rencontre organisée à l'Espace Senghor, le 5 octobre dernier

Le Réseau Flora participe au Collectif parce que son travail avec des femmes en grande difficulté lui démontre chaque jour qu'un nouveau projet de société est indispensable. Les femmes le savent mieux que quiconque ...

Concrètement nous proposons que nos groupes de femmes réfléchissent à la question de l'insertion sociale liée ou non à l'emploi et formulent des orientations, puis que des représentantes de ces groupes rencontrent des représentants d'autres groupes qui auraient fait un travail similaire afin de chercher des points de convergence pour une action commune vis-à-vis des autorités ou des groupes de pression concernés

Marie-Rose Clinet en est la coordinatrice. Voici son feed-back ...

Entendu lors du débat

Selon Jacques Yerna, lorsque l'Europe disposera d'une monnaie unique, la concurrence ne pourra plus se faire en jouant sur les taux de change, donc elle se déplacera sur le terrain des dispositions sociales et fiscales. La situation risque de devenir encore plus catastrophique qu'aujourd'hui. Pour mettre fin à l'horreur économique qui nous est promise avec les changements technologiques et démographiques et avec la mondialisation, Eliane Vogel-Polski suggère un modèle de démocratie où les hommes et les femmes seraient représentés paritairement en tant que citoyens et êtres humains. Paul Trigilet constate que quand on perd son emploi, on perd en même temps le contact avec la société et même le droit de travailler pour soi-même ou pour aider les autres, tout en devenant un assisté. Il propose de recréer, sur le modèle des luttes des travailleurs, un vaste mouvement où les exclus pourront reprendre leur sort en main. Irène Pêtre appelle à un front commun qui remplacerait le consensus et le partenariat par le conflit et le rapport de force et qui exigerait la réduction du temps de travail pour créer de l'emploi par la contrainte : les 32 heures sans perte de salaire sont possibles (comme les 3% pour Maastricht) si la volonté politique existe.

Voici quelques propositions issues d'un des groupes de discussion :

- Il faut construire une Europe de politique économique et sociale commune. Pour cela, il faut repasser à l'offensive en coalisant les forces au niveau européen (syndicats, associations, citoyens, ligue des droits de l'homme, tiers-mondistes, ...). Souvenons-nous, qu'à l'Europe, nous votons.
- Dans une entreprise, engager quelqu'un coûte cher alors qu'investir dans une machine permet de faire des amortissements. Il faut donc taxer différemment. Pourquoi pas aussi sur la valeur ajoutée ? D'autre part, sur base de quoi a-t-on un revenu ? Les réponses possibles appellent à élaborer des projets de société différents.
- Faisons des actions spectaculaires et amusantes pour déstabiliser les mythes de la compétitivité et du travail.
- Utilisons l'arme de la consommation : boycotter certains produits, en privilégier d'autres, créer une multinationale de consommation, ...
- Tapons juste : la richesse augmente et se concentre sur un tout petit nombre de personnes. Visons une autre distribution des richesses. Modifions l'attitude par rapport à l'argent. Défendons aussi les réseaux d'échanges et de services.
- Redonnons au politique son vrai sens et recherchons un mode de vie social quand le travail manque.
- Nous devons peaufiner la réflexion : nous sommes d'accord pour refuser la société duale et sur le fait que la question emploi - revenus est centrale. Mais qu'est ce que nous voulons préconiser ? Tout en approfondissant la réflexion, nous pouvons agir sur des choses criantes par des actions médiatiques.

Mordicus

Présentation de l'ASBL

"Mordicus", asbl verviétoise regroupant des chômeurs, est un projet issu de la problématique de la crise et de la destruction des emplois. Son émergence a été facilitée par l'aggravation de la situation économique, ou plutôt par l'accentuation des processus en cours. Le projet veut être un phare (d'abord local) pour les "perdants" de la logique néo-libérale pur jus. Rassembler et concevoir ensemble des projets collectifs est la préoccupation principale de l'association. Combattre les replis individuels est aussi à l'ordre du jour. Mais si la volonté de "faire bouger les choses" est le moteur de l'association, la peur du "politique" y est bien présente. Tant vis-à-vis de la politique politicienne, ce qu'on peut comprendre, que de la volonté de politiser le débat.

Mode de fonctionnement

Pas encore installée dans ses meubles, l'asbl "Mordicus" est en pleine élaboration de ses modes de fonctionnement et les tâches sont réparties par groupe de travail : organisation d'activités ludiques, groupes de réflexion et d'action sur la problématique de l'emploi, service d'aide juridique aux chômeurs, rédaction d'un journal et projet d'un potager communautaire à destination sociale... Tous les mardis, les membres représentant les groupes de travail se réunissent pour faire le point.

Forum 97

Un groupe a été mis sur pied avec comme mission la préparation du Forum en mai 1997.

Le travail de réflexion sera orienté vers la solidarité actifs-non-actifs, la nécessité de remobiliser les chômeurs vers d'autres pôles productifs fondés sur le développement humain et le respect de l'environnement. Le travail, dans sa conception classique, ne peut en effet, plus être une source de bien-être général, dans une société qui voit les productions de plus en plus automatisées avec comme but et comme conséquence la concentration accrue des richesses dans les mains de quelques uns.

Il faut aujourd'hui mettre en commun nos énergies et nos intelligences pour développer le pôle redistribution des richesses, largement inexploré, et pour cause, à l'heure actuelle.

Pour "Mordicus": François BARZIN

Adresses de contact : Stefan Gunnlargonn : rue Ferme du luné, 46 4821 Andrimont
Lisiane Renard : Sur les Cours, 241 4910 La Reid
Geneviève Tilman: Forem rue Jean Gôme, 8 4807 Heusy
Tél. 087/37.63.70 , fax. 087/23.15.71

LES "PUSHERS" DANS L'ECOLE !

Pour déployer toutes ses joyeusetés (loi du plus fort, exclusion sociale, contrôle des populations, déportations, chantage à la faim, misère, tensions, famines, magouilles, guerres, génocides, etc, etc, etc...), il ne reste plus à l'obscurantisme totalitaire libéral qu'à asseoir sa légitimité.

Pour "maximaliser la rentabilité" de la pompe-à-fric, il faudrait seulement que les masses soient manipulables, consentantes, voire enthousiastes. Et donc, il n'est pas étonnant de voir l'"Entreprise" et les grand'pères du Moloch-Fric s'intéresser à l'école (après tout, aux USA, le lobby des cigarettes sait que plus tôt on fidélise une clientèle plus longtemps on gagne dessus et ont une politique de création de débits de tabac près des écoles).

Et les voilà donc au sein d'un tas de tables rondes, comités, cellules, etc, etc,... pour définir les buts de l'enseignement. Où mieux qu'à travers le système éducatif pourrait-on "conformer" les populations de façon à avoir :

- 1° Ceux qui génèrent la pompe-à-fric et en profitent, 2°
- Ceux qui la servent et la lubrifient, 3° Ceux (l'énorme majorité) qu'on pompe, au travail et dans leurs loisirs, jusqu'au moment où vraiment il n'y a plus rien à en tirer et
- 4° Ceux qu'on jette, qu'on laisse crever, voire qu'on s'arrange pour éliminer de la façon la moins chère possible (par guerres "ethniques", "tribales" ou "religieuses" interposées p.ex.). Et qui tous, par éducation et conditionnement, vont trouver cela bien, naturel, inévitable.

Et ZIEG HEIL ! DOLLAR HEIL ! ECU HEIL ! En route vers de nouvelles calamités !!!

Voilà pourquoi nous voulons qu'au sein du FORUM CONTRE L'EXCLUSION se tiennent un FORUM ENSEIGNEMENT. Son ambition serait, entre autres, d'éclairer les mécanismes d'imposition de ce que d'aucuns appellent la "Pensée Unique". Sur quelle image de l'homme va-t-on modeler nos enfants ? Sur quelle vision du "monde naturel" ? Comment se fait-il que des discours progressistes et radicaux sur l'enseignement circulent dans les universités entre chercheurs sans que ça ne sorte de là, et finissent par remplir le rôle des monastères au Moyen-Age : "Là, derrière ces murs, on s'occupe de notre salut" ? Est-ce qu'on n'entend pas de plus en plus parler de diSSipline dans nos écoles ? Sommes-nous sûrs qu'on n'entend pas par là : "Obéissance inconditionnelle" ? Etc, etc, etc...

Constituer des groupes de réflexion, préparer des communications, contacter des chercheurs, des gens qui ont travaillé sur ces sujets, qui ont quelque chose à dire sur, autour et à propos du rôle social de l'éducation et de l'enseignement, organiser des rencontres en vue du Forum, est-ce que cela vous intéresse ? Si oui, il faut qu'on s'y mette tout de suite : il faut que ce soit prêt en mai 1997 !

Contact : H. Schonker 33, Rue Dillens B-1050 Ixelles
Tél : 02/644.01.91, 02/241.77.67 Fax : 647.76.47

Et si nous parlions un peu ... des syndicats !

A la mi-octobre, les instances nationales de la FGTB ont décrété, sans concertation préalable avec la CSC, 24h de grève générale le 28.10.96. Placé devant le fait accompli, le syndicat chrétien a refusé de suivre le mouvement. La division au sein du monde syndical était consommée, affaiblissant considérablement l'élan nécessaire pour créer un rapport de forces qui permette de s'opposer efficacement aux derniers «cocktails» du gouvernement et de négocier fermement un accord interprofessionnel qui ne soit pas, une fois de plus, dicté par les seuls impératifs économiques.

Cette division n'est qu'un exemple parmi les incohérences dans lesquelles s'enlisent les organisations syndicales qui laissent, ainsi, le système capitaliste imposer un jeu dont elles ne maîtrisent plus, ni les rythmes, ni les règles.

Comment, devant une telle situation, ne pas comprendre le désarroi et le découragement de beaucoup de militants syndicaux, coincés entre les stratégies patronales, les mots d'ordre contradictoires des centrales syndicales et leurs propres convictions auxquelles on donne trop rarement écho? Comment ne pas se sentir proche de tous ces affiliés déboussolés par des pratiques syndicales qui répondent mal à leurs besoins et ne leur offrent que des espaces de débats peu accessibles, quand ils ne sont pas inexistantes? Comment ne pas avoir envie de se révolter et de renverser la logique de cette société basée sur le profit et le pouvoir partagés par un petit nombre de privilégiés, qui se fichent pas mal de la misère qu'elle génère, et contre laquelle le mouvement syndical semble incapable de lutter? Enfin, comment ne pas pleurer, de rage ou de douleur, face à un système capable de nous battre à plates coutures, éclatants nos potentiels de luttes, divisant nos forces et réduisant à néant nos volontés de solidarités.

Et pourtant... avons-nous si peu de ressort et sommes-nous tellement inconscients des enjeux que nous ne soyons capables de nous entendre et de nous unir pour combattre une société dont nous ne voulons pas ou plus, en lui opposant une autre qui replace l'humain au centre de ses préoccupations? Les événements de cet été ont bousculé les esprits et un grand nombre de citoyens se sont mobilisés pour dire non à un système judiciaire défaillant, prenant conscience des réalités de la lutte sociale. Des travailleurs ont déserté spontanément les entreprises et forcé les mouvements syndicaux à se positionner... Dans le même ordre d'idée, afin de reprendre en mains les rênes de la lutte, des centrales syndicales ont décidé de s'unir ! C'est le cas de la CNE et du SETCa qui, bravant les difficultés et dénonçant les attitudes de leurs instances nationales, se sont tant bien que mal serrés les coudes lors de la journée d'action du 28 octobre dernier. Celle-ci ne fut sans doute pas une réussite, mais quand même... la volonté de cohésion et de sortir de l'impasse de ces deux centrales y était!

Comment, concrètement, allons-nous réaliser la réflexion-action ?

Dans un premier temps.....

☀ Par l'organisation d'un FORUM qui aurait lieu en mai 1997. Celui-ci sera préparé par des débats, des rencontres et collaborations avec des groupes existants, par la création de groupes de personnes prêtes à mener une réflexion en profondeur sur les différents aspects de l'exclusion, de l'emploi et de l'accès au revenus (mécanismes, alternatives, définition de revendications, etc...) sans réinventer la roue et en profitant de ce qui se fait déjà. Un groupe d'une dizaine de personnes s'est donné pour mission de piloter le processus

☀ Par la participation aux MARCHES EUROPÉENNES CONTRE LE CHÔMAGE, LES EXCLUSIONS ET LA PRÉCARITÉ qui aboutiront en juin 1997 à Amsterdam : Entourées d'actions médiatiques et mobilisatrices diverses, elles associeront les travailleurs, les personnes sans emploi, les minimexés,, et passeront par la Belgique en provenance de toute l'Europe pour finir par une grande manifestation à Amsterdam à l'occasion de la fin de la Conférence Inter-Gouvernementale.

Vous aussi vous voulez vous mobiliser contre l'exclusion, des dizaines de possibilités vont s'offrir et s'offrent à vous.

Rejoignez-nous !

Secrétariat bruxellois : Claire André, av . J.B. Depaire, 25 - 1020 Bxl - tél. 02/479.39.82

Antenne Liège: Corine Barella, 11 en Roture, 4020 Liège. Tél: 04/342.94.55

Antenne Namur: Marie-Pierre Seron, Moc Ciney, 21/7 rue E.Dinot 5590 Ciney Tél: 083/21.57.34 .

Vous vous sentez une âme de Zorro ?

Alors rejoignez le jeudi 28 novembre à 20h15, dans un lieu tenu secret, le **commando anonyme des citoyens clandestins**. Vous y participerez à la préparation d'activités hautement subversives, si possible médiatiques, comme par exemple des réquisitions d'emplois; amenez donc vos C.V., on ne sait jamais. A moins que vous ne préfériez vous façonner une image de futur martyr du fichage et des téléphones sur écoutes ?

Les cagoules ne sont pas vraiment appréciées dans notre commando, par contre une expérience d'actions chez Greenpeace constitue un plus, et les rois de l'alpinisme sont les bienvenus aussi. On recherche également lettrés pour banderoles, géomètres experts en bâtiments à assiéger, grands amis des journalistes et militants au carnet d'adresses bien fourni.

Le commando anonyme des citoyens clandestins enverra des espions dans toutes les réunions du collectif, ainsi que dans celles du Comité Belge d'Initiative pour la Marche Européenne, afin d'y pêcher des bonnes idées d'actions révolutionnaires, et d'y répandre la subversion. Coeurs sensibles s'abstenir ...

Pour savoir où a lieu la réunion, il faut passer une épreuve terrible, c'est-à-dire laisser un message au 02/649.46.01 ... Attention, c'est déjà un doigt dans l'engrenage !

Le rédacteur masqué

Vous voulez savoir ce qu'on fait pendant nos réunions ?

On prend des décisions !

Des PV plus détaillés sont à votre disposition au secrétariat du collectif et dans les antennes sur simple demande.

➔ 1) Fonctionnement du Collectif "Solidarité contre l'exclusion"

Le Collectif est à la fois un **réseau**, qui transmet des informations entre les différentes associations partenaires et qui permet à chacun de participer aux activités des autres, et un **mouvement** qui organise des activités propres.

Le Collectif s'engage en ce moment dans **2 voies principales** : (cfr articles qui suivent)

- A) Un travail de réflexion par groupes décentralisés, qui aboutira à un Forum en mai 1997.
- B) La participation aux Marches européennes contre le chômage et l'exclusion.

Leur qualité dépend aussi, bien sûr, de la présence et de la participation de chacun. Le Collectif peut aussi servir à parrainer d'autres initiatives.

Nous pourrions peut-être bénéficier d'un ACS (Agent Contractuel Subventionné) pour la durée d'un an. Un dossier sera préparé pour début 97.

Une Coordination et des secrétariats se mettent en place :

La Coordination a une tâche de décision et se réunit très fréquemment (un groupe de huit personnes a été élu pour ce faire à l'A.G. du 23 octobre). Les antennes-secrétariat (régionales) en font également partie.

Pour un bon fonctionnement du collectif, tout le monde est bienvenu, particulièrement au secrétariat qui concerne la mise en oeuvre de tâches plus pratiques et pour lequel nous aurions besoin de renfort. N'hésitez donc pas à nous apporter votre aide et vos idées.

En outre, un groupe s'est formé pour se pencher sur "**la démocratie dans le Collectif**"

- Contact : Daniel Tielemans: 527.07.10

➔ 2) Documents pour la réflexion

Une farde d'accompagnement est en préparation et contiendra une sélection d'articles (de divers auteurs) et une bibliographie sur :

- un état des lieux (mondialisation de l'économie, ...)
- diverses alternatives économiques
- comment renforcer la démocratie et la participation des citoyens
- le rôle des Etats dans la redistribution des richesses et la promotion de l'emploi
- fiscalité, marchés noirs, parallèles.

Dans la mesure du possible figureront des adresses de contact d'organisations ou de personnes ayant déjà travaillé ces sujets.

Cette farde sera un outil de travail pour lancer les groupes de réflexion et pour montrer des pistes concrètes permettant de mieux répondre aux défis de notre société.

D'autre part, un texte sera rédigé pour sensibiliser un plus large public à notre initiative et les inviter à y participer. Il doit mobiliser contre l'exclusion et défendre de nouvelles valeurs éthiques. Ce texte devrait permettre aux gens de prendre la parole, de s'intéresser et de se réinvestir en prenant une attitude moins défaitiste, plus ouverte et dynamique.

➔ 3) Comptes financiers Trésorier : Pierre Lories

Nous ne sommes pas riches. Les envois ainsi que ce journal coûtent cher. C'est pourquoi nous vous sollicitons pour verser une participation financière. Nous vous remercions d'avance.

Appel au généreux donateur qui sommeille en vous ...

Chers amis, il faut que l'on vous dise : beaucoup d'entre vous ont manifesté le souhait de devenir membres effectifs ou sympathisants du collectif ... mais ont oublié d'effectuer leur ordre permanent ou leur virement. Nous battons également notre coulpe : il nous est arrivé d'oublier de vous indiquer notre n° de compte !

523-0800384-15

c'est le compte du collectif à la Banque Triodos.

Pour mémoire ...

Membre effectif (reçoit le journal, les convocations et les P.V. des A.G., a droit de vote aux A.G.) : 1200 F/an ou 100 F/mois par ordre permanent. ½ prix pour personnes sans emploi

Membre sympathisant (reçoit le journal) : 300 F/an

Pour une marche européenne contre le chômage, la précarité et les exclusions

Appel de Florence / juin 1996

Il y a aujourd'hui dans l'Union Européenne, 20 millions de chômeurs officiellement recensés, 50 millions d'habitants qui vivent dans une situation de pauvreté.

Chacun de nous peut être victime de cette régression. La fragmentation sociale s'aggrave, le chômage et la pauvreté fragilisent les situations personnelles, accentuent la dégradation des conditions de travail des salariés, tirent les revenus et les droits sociaux de la majorité de la population vers le bas, exacerbent le racisme, accroît les inégalités. Pendant ce temps la concentration des richesses, des moyens de productions et de la terre se poursuit.

Cette situation est intolérable.

L'Union Européenne a entamé cette année une discussion sur son avenir avec le déroulement de la Conférence intergouvernementale.

Nous refusons que les discussions se limitent à des questions institutionnelles ou que, derrière un discours sur la priorité à l'emploi, ne soient prises des mesures qui précarisent encore la situation des salariés. Sur le fond, tout laisse à penser que ne seront pas traités les problèmes sociaux qui préoccupent au premier plan les populations de nos pays.

Nous pensons au contraire qu'une politique radicale et résolue de lutte contre le chômage s'impose. Cette politique doit, en mesure d'urgence, permettre à tous les chômeurs, précaires et démunis de vivre dignement et aux paysans de vivre de leur terre. Ce qui implique, y compris pour les immigrés, le droit au logement, à l'éducation, à la santé, la liberté de circuler, l'égalité homme-femme et le droit à un revenu suffisant pour une vie décente ...

Cette politique doit réaffirmer :

- l'Europe du plein emploi où quiconque qui le désire doit pouvoir travailler pour un revenu décent
- la création d'emplois nouveaux, en particulier dans les secteurs comme la santé, l'éducation ou la défense de l'environnement, qui répondent aux besoins de la société
- une autre répartition des richesses, notamment par la taxation de la spéculation financière

La diminution du chômage de masse passe, dans une période où les gains de productivité sont importants, par une réduction massive du temps de travail, sans diminution du niveau de vie des salariés, avec embauche immédiate.

Pour que ces solutions politiques soient prises en compte, il faut une mobilisation de toutes et tous, salariés, chômeurs, paysans, jeunes, retraités ... et tous ceux, habitants de l'Europe, qui sont frappés ou menacés par l'exclusion.

Nous appelons à des marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions.

Pour se retrouver à Amsterdam au printemps 1997, les signataires appellent :

- à créer nationalement des comités d'organisation des marches regroupant syndicats, associations et individus soutenant le projet,
- à participer aux assises de lancement en janvier 1997 à Bruxelles

La liste des signataires (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Irlande, Espagne, Belgique, etc ...) est disponible au secrétariat du Comité d'Initiative au 02/502.37.80

CALENDRIER

- samedi 16/11/96 : → Forum : réunion de nos partenaires néerlandophones, "Generale Staten voor Arbeid" (Raf Verbeke, 09/229.32.13)
- mercredi 20/11/96 : → Comité d'initiative des marches européennes :
* groupe "mise en oeuvre des marches, tracé"
* groupe "cahiers de doléance des organisations"
- à 18h00 au **MIR, 35, Rue Van Elewijck à 1050 Bruxelles.**
- jeudi 21/11/96 : → Réunion du groupe de travail "La démocratie dans le Collectif"
au centre libertaire, à 20h00 (Laurent Jacob 02/242.98.85).
- vendredi 22/11/96 : → Présentation du Collectif à la FUNOC
(centre de formation pour chômeurs et minimexés à Charleroi).
- mardi 26/11/96 : → Assemblée Générale thématique du collectif :
" Le collectif et les syndicats, réflexions et collaborations"
(AG non décisionnelle) à 20h00 à la salle de la Poudrière,
rue de la Poudrière 43 - 1000 Bruxelles
- jeudi 28/11/96 : → Réunion de préparations d'actions du collectif dans la perspective des Marches Européennes
- 20h00 - lieu à préciser (Antoinette Brouyaux, 02/649.46.01)
- samedi 30/11/96 : → Marches européennes : coordination des secrétariats des différents pays.
(Jurg Schuppisser (CNAPD) : 02/502.37.80 - 511.36.99)
- jeudi 05/12/96 : → Débat "L'avenir des jeunes se joue aujourd'hui, Sauver la démocratie sociale" avec la participation d'Alain Siénaert, Michel Nollet et Grégor Chapelle. **ULB, Campus du Solboch, auditoire H2215, Av. Paul Héger, 1050 Bruxelles.**
- lundi 09/12/96 : → Comité d'initiative des Marches européennes : préparation de la rencontre de février 97
- à la Poudrière : **Rue de la Poudrière 41, 1000 Bruxelles à 18h.**
- mercredi 11/12/96 : → Réunion du groupe de pilotage du processus devant aboutir au forum.
- à la CNE, **Chée de Haecht, 176 1030 Bruxelles à 20h**
- samedi 14/12/96 : → Assemblée Générale du Collectif (décisionnelle).
au **CNCD, Quai du commerce 9, à 1000 Bruxelles**
- we 1-2 février 97 : → Rencontre internationale de préparation des Marches Européennes (on attend 500 personnes à Bruxelles !)
Adhésion des organisations et avancée des débats.
- début mai 97 : → FORUM.
- mi-juin 97 : → Aboutissement des Marches Européennes à Amsterdam.

Editeur resp. : Serge Remy, rue des Atrébates 124 - 1040 Bruxelles

Secrétariat du Collectif :

25 av. Depaire, 1020 Bruxelles, tél. et fax: 02/479.39.82.

e-mail: collectif.emploi@linkline.be